



Dans l'action dès la rentrée, en grève le 27 septembre

Une carte scolaire calamiteuse, fortement médiatisée, des rapports alarmants sur l'état des services (et des personnels...), et quelques concessions de forme : 2000 places de plus que prévu au concours 1er degré (de 3 à 5 000)... Mais sur le fond, toujours 14 000 suppressions d'emplois en 2012, aucune évolution sur la formation des maîtres et de fortes menaces sur l'existence des concours. Bref, on continue.

Les promesses n'engagent que ceux qui les croient. Après ce que nous avons vécu ces dernières années, ce gouvernement, dont la ligne de conduite est le démantèlement de l'État, est-il crédible ? On le voit dans la Santé, la Justice, nous le vivons dans l'Éducation, où non seulement il réduit le nombre d'emplois tout en remettant les statuts en cause, mais où il sape sciemment les missions des agents de l'État, ministère par ministère ?

On le voit sur le dossier des retraites. La « réforme » de l'automne dernier doit être abandonnée, et de réelles négociations ouvertes, notamment sur leur financement.

La FSU et ses syndicats n'ont eu de cesse de mobiliser les personnels, d'alerter les usagers et l'opinion sur cette politique contraire à l'intérêt général. Dans notre pays, les Services Publics, les missions dévolues à leurs agents, sont garants d'une grande intégrité, d'équité sur le territoire, d'une certaine idée de la justice sociale à travers un État qui, justement, ne limite pas son action aux fonctions régaliennes. Cette « spécificité française » ne doit rien à un soi disant État providence, mais à une conception et une construction historique de l'État et des Services Publics marquées par les luttes sociales. Bien loin d'être obsolètes, ils ont encore fait leurs preuves tout récemment, puisque la France a été globalement moins atteinte par la crise financière.

Le gouvernement poursuit cette politique libérale désastreuse. **La FSU, à l'initiative de la grève unitaire du 27 septembre, appelle les personnels à l'action dès la rentrée.**

Faisons de cette journée un nouveau signal fort : **cette politique destructrice et dangereuse pour nos métiers, destructrice et dangereuse pour les jeunes** pour qui l'on met en place une école à deux vitesses et un fichage généralisé, **doit être stoppée.**

Il faut une autre politique éducative.

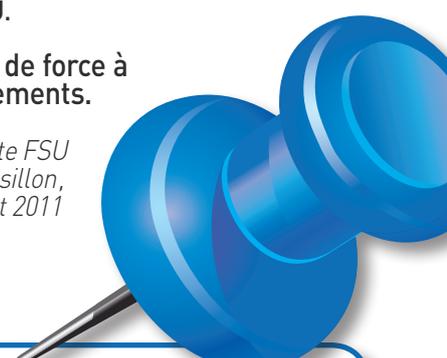
Le 27 sera un jalon supplémentaire dans l'action permanente nécessaire de notre fédération et de ses syndicats à tous les niveaux.

Dès le 13 octobre, vous élirez par un vote électronique vos représentants dans les Commissions Paritaires et dans les Comités Techniques. Notre prochaine publication vous présentera les candidats FSU. En portant depuis son origine la FSU largement en tête des suffrages, vous vous êtes reconnus dans son **engagement indéfectible pour les Services Publics, la défense inconditionnelle des personnels et de leurs statuts.** Ces combats plus que jamais d'actualité sont encore et toujours notre priorité.

Votez pour les candidats FSU.

Ensemble, donnons plus de force à ces actions et ces engagements.

*Pour la liste FSU
Languedoc-Roussillon,
Christian CAM, le 20 août 2011*



● Retraites, reconquérir nos droits !

Départ à 60 ans, taux plein à 37,5 annuités, fin de la décôte, droit des mères de 3 enfants, indexation et péréquation des pensions sur les salaires.

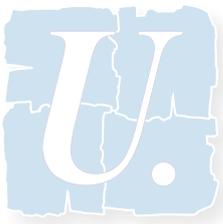
Refusons la régression sociale, imposons une juste répartition de la richesse produite et des gains de productivité au bénéfice des droits sociaux

● Des rendez-vous à ne pas manquer !

**27 septembre, l'Éducation Nationale en grève
13 - 20 octobre, élections professionnelles :**

votez 2 fois pour la Fsu (au CTA et au CTM)

votez 2 fois pour ses syndicats nationaux (aux CAP)



● Moins de recrutements = abandon de l'école

Depuis 5 ans, les pertes dans les recrutements d'enseignants atteignent environ 40 000 postes, avec seulement 13600 postes aux concours d'enseignants en 2012 (2000 de plus qu'en 2011 dans le 1er degré suite à l'annonce de non fermeture de classes).

Les surcharges de travail et le recrutement massif de non-titulaires qui en découlent nuisent à la qualité de l'enseignement. Comment peut-on prétendre faire progresser et mieux encadrer les élèves quand le nombre de personnels non formés et au statut très précaire ne cesse de croître ?

Nous demandons une ouverture de postes aux concours d'enseignants et de non enseignants équivalente aux départs en retraite et aux besoins du système éducatif, et un plan de titularisation.

Emmanuel Bois, Fsu Gard

● Revalorisation ... OUI! Individualisation ... NON!

Au moment où il gèle les salaires jusqu'en 2013, le ministre annonce un «pacte de carrière» pour faire taire la colère des personnels. Las ! La carrière est un droit statutaire qui ne peut faire l'objet d'un «pacte», et qui garantit au citoyen que chaque fonctionnaire est à l'abri des pressions et agit dans l'intérêt général.

Mais pour les libéraux qui nous gouvernent, l'École doit fonctionner sur le modèle privé. Pas de revalorisation de tous, des dispositifs indemnitaires réservés à une minorité, et un « patron » qui désigne les plus méritants à qui il accordera augmentation ou promotion : la culture égalitaire qui régit nos professions et ses règles collectives est proscrite.

La FSU s'oppose à l'individualisation des rémunérations et des carrières, qui affaiblit les repères statutaires, génère la concurrence et dégrade en profondeur nos métiers. Elle se bat pour la revalorisation de notre profession dans tous ses aspects : carrières plus attractives, formation initiale et continue ambitieuse, conditions de travail améliorées...

Bertrand Humeau, Snes-Fsu

● Déréglementation et dénaturation de nos missions

Le gouvernement veut **faire disparaître le modèle de l'emploi statutaire** dans la Fonction Publique, qui garantit nos missions de conception et nous protège de la pression des pouvoirs politiques. Le statut reste le dernier rempart contre la précarisation des personnels !

Derrière les termes **d'autonomie et d'expérimentation**, les contre réformes permettent de réduire considérablement les exigences en terme d'apprentissage disciplinaire. **L'école du socle** et la multiplication des **établissements dérogatoires CLAIR** en sont l'exemple. Tout en laissant croire que le temps disponible pour travailler le contenu disciplinaire est suffisant, la part faite aux compétences transversales impose l'augmentation de la charge de travail et ne permet pas aux équipes pédagogiques d'atteindre les objectifs des programmes.

L'accompagnement éducatif sur volontariat et le dispositif

● Revaloriser nos métiers, une nécessité et une urgence

Le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux montre la contradiction entre des discours empreints de « compréhension », parfois même de compassion, sur la difficile mission de l'enseignant, et des décisions politiques dévastatrices : dégradation des conditions de travail et d'emploi, précarisation, remise en cause de nos statuts, individualisation, salaire et primes au « mérite »...

La revalorisation de nos métiers est à la fois une nécessité et une urgence. La baisse vertigineuse du nombre d'inscriptions aux concours de recrutement le prouve par l'absurde !

Pour la Fsu, la politique éducative ambitieuse et tournée vers l'avenir dont notre pays a besoin passe nécessairement par **le respect et la reconnaissance de nos qualifications, par une réelle revalorisation** de nos salaires, de nos carrières et donc par la mise à plat des grilles de rémunération, du point d'indice et des rythmes d'avancement, et par une autre politique de la gestion des ressources humaines.

Une revendication que la Fsu est déterminée à porter au plus haut niveau du débat politique dans les mois à venir.

Emmanuel Caneri, Snep-Fsu

« Sport l'après-midi » pour quelques classes entretiennent l'idée que l'on peut faire mieux avec moins de temps disponible. C'est d'abord la mise à l'écart d'un certain nombre de disciplines et l'introduction d'autres personnels dans les établissements.

Par la multiplication des tâches mal définies qui engendrent une perte de sens du métier et la non satisfaction du travail bien fait, la souffrance au travail augmente. Combattons tous les effets de la déréglementation.

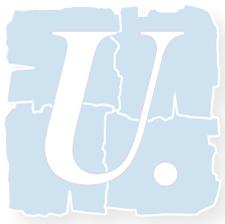
Éric Bachelart, Snep-Fsu

● L'« entretien professionnel » : une bombe à retardement !

Dès 2012, le supérieur hiérarchique évaluera annuellement chaque fonctionnaire d'État de son service en entretien professionnel individuel : il rédigera un compte-rendu, versé au dossier du fonctionnaire, qui remplacera la note chiffrée et l'appréciation qui constituent aujourd'hui la notation. L'avancement, pourquoi pas le salaire, en dépendront. Plus de barème ni de cadrage académique ou national, le supérieur hiérarchique sera seul juge !

Blocage des carrières ou manque de reconnaissance professionnelle ? Inutile d'espérer dans cet entretien ! Expérimenté depuis 1990 dans le privé ou dans le public, comme à France-Télécom, c'est une bombe à retardement. Les agents, sans défense face à des « évaluateurs formés », sont confrontés à des résultats chiffrés, à des objectifs imposés (nombre de projets, tutorat, stages durant les vacances, résultats des élèves ?). Le travail en équipe est ainsi vidé de son sens. Les collègues devront se former (un droit qui devient un devoir), évaluer les élèves en fonction d'indicateurs de performance, s'impliquer jusqu'à ne plus distinguer vie professionnelle et vie personnelle.

Catherine Gossez, Snes-Fsu



● Enseigner est un métier qui s'apprend

La formation des enseignants, des CPE et leur recrutement sont des leviers essentiels pour transformer l'école. Réduire la formation professionnelle des enseignants pour supprimer des emplois publics tourne le dos à une formation de qualité de tous élèves.

La FSU revendique pour les stagiaires une formation progressive, intégrée, avant et après un concours national au même niveau pour tous.

Pour enrayer la crise du recrutement et éviter le recours aux précaires, tous les étudiants désireux de rentrer en formation doivent pouvoir le faire et recevoir des aides matérielles et financières d'autonomie. Le pré-recrutement participe de ces mesures, et une programmation pluriannuelle des postes aux concours est indispensable.

La FSU revendique un cadrage national de la formation et des masters, des contenus disciplinaires renforcés et des éléments pré-professionnalisants dès la licence. La formation doit comporter des stages en observation et en pratique accompagnée encadrés par des formateurs de terrain ainsi que des formateurs/enseignants de l'IUFM et de l'université.

L'entrée dans le métier doit se faire progressivement, avec un service en responsabilité devant les élèves réduit à un tiers temps durant l'année de stage. Après titularisation, le temps devrait augmenter durant les deux premières années pendant lesquelles la formation continue doit être privilégiée. La FSU appelle à s'opposer collectivement au dispositif de «formation» des stagiaires imposé par le ministère, et donc à refuser la fonction de tuteur

Éric Bachelart, Snep-Fsu



Pour ce gouvernement, la précarité n'est pas un simple outil de gestion. C'est bien un choix politique et idéologique, et le moyen de mettre au pas une Fonction Publique et des

fonctionnaires qui ont le tort de continuer à défendre les missions de Service Public et les valeurs républicaines qu'elles portent.

La politique du non-remplacement d'un fonctionnaire sur 2, censé réduire la dette, est un non-sens économique. Usagers, titulaires, non titulaires en font les frais : ceux-ci, sous-payés, hantés par la peur quotidienne du chômage, subissent des conditions de vie et de travail inadmissibles.

Nos luttes ont contraint le gouvernement à un premier recul avec le protocole précarité. Il est encore insuffisant. Utilisons-le, amplifions la mobilisation pour un plan massif de titularisation, et pour mettre un terme définitif à la précarité dans notre pays.

Bernard Duffourg, Snes-Fsu

● Emplois Vie Scolaire : une noria de précaires toujours plus précaires

Notre académie comptera à la rentrée 1059 contrats aidés et 180 à 200 emplois à temps partiel d'assistants d'éducation en moins dans les écoles, collèges et lycées... Vies Scolaires et Aide à la direction d'école sont les plus touchées. 523 écoles sur 961 perdent leur aide administrative. Des centaines d'EVS ne seront pas renouvelés.

Aucun n'a bénéficié d'actions d'accompagnement et de formation, au mépris des dispositions légales. La FSU a engagé, avec les EVS, la saisine massive des tribunaux de prud'hommes pour dénoncer ces carences de leur employeur et obtenir la requalification de leur contrat en CDI. L'EN perd en première audience comme en appel. L'employeur a été condamné à 10000 € d'indemnités en moyenne, voire au maintien dans l'emploi de ces salariés en CDI.

La FSU a toujours lié la transformation nécessaire du Service Public d'Éducation pour assurer la réussite de tous les élèves, au respect et à l'amélioration des droits et des conditions de travail des personnels. Mettre fin à la précarité pour obtenir des emplois statutaires est une exigence majeure. Ce combat passe autant par la lutte collective que par un dépôt massif de plaintes devant les tribunaux de prud'hommes. C'est ce à quoi la FSU s'emploie avec les salariés précaires.

Patrick Toledano, Snuipp-Fsu

● Personnel administratif : un rouage essentiel

Depuis 2004, 7000 postes d'administratifs ont été supprimés (4000 dans les services, 3000 dans les EPLE). Si certains sont liés au transfert des personnels TOS, il reste plus de 6000 suppressions... pour des missions identiques. Le rapport de l'Inspection Générale de 2010 pointe des dysfonctionnements que révèle la désorganisation des examens en 2011. Ce rapport affirme, que s'ils sont moins visibles que les équipes enseignantes, les administratifs constituent un rouage essentiel dans le fonctionnement du système éducatif et dans la gestion des personnels. Le SNASUB-FSU réaffirme son opposition à toutes les suppressions de postes.

Conchita Serrano, Snasub-Fsu



et les personnels

Infirmière conseillère santé auprès de l'équipe pluridisciplinaire : notre métier conjugue réactivité, méthodes, rigueur, initiative, autonomie, éthique, responsabilités, qualité relationnelle et d'écoute, discrétion, adaptabilité.

Notre travail en étroite collaboration avec les équipes est facilité si notre quotité de temps dans l'établissement est maximale. Il devient impossible si nous avons 2 collèges d'affectation avec leur secteur de recrutement.

Nous exigeons que notre niveau d'étude et de compétence soit reconnu au niveau master 2 avec l'obtention de la catégorie A qui en découle et l'implantation de postes d'infirmière dans chaque établissement.

Sandie Cariat, Snics-Fsu

● Assistantes Sociales en colère

Seulement 110 postes existent pour toute l'académie depuis 2003 et tous ne sont pas pourvus.

Le ministère déqualifie notre métier, recrute des intervenants sans formation, instrumentalise à outrance notre travail social, refuse de reconnaître le diplôme d'État en 3 ans (carrière entre 1426 et 2315 € brut).

Pourtant, les A.S., au plus près des besoins sociaux des élèves, des étudiants, des personnels de l'académie, préservent pour tous l'accès aux droits, facilitent l'insertion et contribuent à réduire les inégalités. Nous exigeons une revalorisation statutaire et financière.

Isabelle Couesnon, Snuasfp-Fsu



Agir, dès la rentrée, pour une autre politique éducative

Démantèlement du Service Public d'Éducation, remise en cause du rôle et des missions de l'École de la République... Tous les secteurs sont touchés. La Fsu et ses syndicats, qui ont fait voter un plan d'urgence pour la rentrée par le CAEN du 20 juin, appellent la profession à se mobiliser dès la rentrée. Mettons-nous massivement en grève le 27

● Il faut d'autres choix pour l'École

À l'heure où les radars dits « pédagogiques » font la une de l'actualité, le Snuipp-Fsu a flashé le ministère de l'Éducation Nationale à plusieurs reprises pour infractions et récidives dans de nombreux domaines :

- 9000 suppressions de postes au niveau national (malgré une augmentation de 8300 élèves), dont 95 dans notre académie,
- 600 suppressions de postes RASED, d'après notre estimation,
- Professeur des Écoles stagiaires, la nouvelle circulaire aggrave encore l'entrée dans le métier, cette année pourtant le nouveau système a démontré sa nocivité,
- En revanche pas d'excès en ce qui concerne les salaires, le gel se poursuivra l'année prochaine.

L'Éducation Nationale qui, en 2011, a payé un lourd tribut avec 16 000 suppressions de postes, ne sera pas mieux lotie en 2012. Sarkozy annonce que le nombre de classes restera inchangé. Nous ne sommes pas dupes !

Pour réussir ce numéro de claquettes avec des effectifs enseignants en baisse et d'élèves en hausse, le ministre suit déjà plusieurs pistes : suppressions de postes d'administratifs, coupes dans les RASED, organisation de la formation continue en dehors des horaires scolaires, hausse des effectifs par classe, précarisation du remplacement.

Une grève du 27 septembre très majoritaire réaffirmera notre volonté d'autres choix pour l'école publique, ses élèves et ses personnels.

Jérôme Guy, Snuipp-Fsu

● L'Éducation, dossier prioritaire des Français

Avec plus de 70000 postes supprimés en 5 ans, le Service Public d'Éducation est la cible privilégiée de la politique gouvernementale.

Le 2nd degré est en première ligne : fermetures massives de postes dans les établissements et aux concours, statuts et carrières attaqués, qualifications remises en cause, « réformes » en série (lycées, collèges, enseignements technologiques, stagiaires, éducation prioritaire, gouvernance des établissements) dont le but est de financer les suppressions de postes...

Les élèves font les frais de cette politique dévastatrice, et les personnels, qui voient leurs métiers remis en cause et leurs conditions de travail, d'emploi et de vie se dégrader chaque année, en subissent quotidiennement les conséquences.

Cette politique instaure un enseignement à plusieurs vitesses, remet en cause le rôle et les missions de l'École et abandonne toute ambition pour l'avenir des jeunes.

Les mobilisations engagées par notre profession, notamment dans le 2nd degré, ont gagné le soutien massif et durable de l'opinion, soutien qui a joué un rôle important dans l'affaiblissement actuel du gouvernement. L'Éducation est aujourd'hui le dossier prioritaire des Français (à plus de 60%). Amplifions notre mobilisation à la rentrée, dans chaque

établissement et lors de la grève du 27 septembre. Pesons activement dans le débat politique en donnant une impulsion nouvelle à l'exigence d'une autre politique éducative, ambitieuse pour l'avenir, pour la jeunesse et pour nos métiers.

Bernard Duffourg, Snes-Fsu

● Défendre l'enseignement professionnel

L'enseignement professionnel a subi depuis plusieurs années de rudes réformes, que nous avons dénoncées. Celle du bac pro 3 ans dessine aujourd'hui un Service Public d'Éducation professionnel à minima et à plusieurs vitesses. Nous voyons se profiler l'accentuation de la régionalisation et l'intensification de l'apprentissage, la généralisation des formations en alternance, une gestion entrepreneuriale des personnels de l'enseignement public professionnel et une dégradation de nos conditions de travail. La liste n'est malheureusement pas exhaustive.

La période à venir va être celle des choix fondamentaux sur l'avenir de la filière professionnelle. Le SNUEP-FSU défend un enseignement professionnel de qualité au sein de l'Éducation Nationale. Les filières professionnelles doivent être étoffées et redéfinies, adaptées et épanouissantes pour les élèves dans un cursus de 4 ans pour la plupart.

Le SNUEP s'oppose fermement à la voie du tout apprentissage et à la vision de l'employabilité immédiate, produit d'une vision libérale de l'Éducation.

Emmanuel Caneri, Snuép-fsu

● L'Éducation Physique et Sportive et le Sport

À quelles conditions, l'école joue-t-elle son rôle de démocratisation dans l'accès aux pratiques sportives, sociales et culturelles ?... L'EPS porteuse d'une histoire particulière, est la discipline de l'apprendre et du vivre ensemble. Quelles que soient les « Activités Physiques, Sportives et Artistiques », le professeur d'EPS qui intervient du 2nd degré au supérieur, s'appuie sur le rapport de l'individu et du collectif où l'enfant se construit par et avec les autres. Que dire des contradictions d'un Ministre qui affiche le doublement du nombre de licenciés à l'UNSS, baisse sa subvention et qui dans le même temps ne libère pas le mercredi après-midi.

Dans le sport seul le secteur marchand se développe, le sport pour tous est sacrifié : fermeture du tiers de CREPS, disparition des structures de proximité (DDJS), 0,14% du budget de l'état... les professeurs de sports et les conseillers techniques interviennent sur l'ensemble des missions Jeunesse et sport, vie associative et éducation populaire. C'est bien le service public du sport qui est dans le collimateur ! Résistons ensemble !

Patrick Bassis Snuép-Fsu